



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Togo**

**La 17ème Foire internationale de Lomé ouverte**

La foire internationale de Lomé (FIL), qui est un rendez-vous de toutes les opportunités, a officiellement ouvert ses portes le vendredi 2 ... (Page 09)

**133ème CA de la BOAD**

**109,5 milliards FCFA d'engagements autorisés**

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine ... (Page 05)



**Forum Africain sur la Titrisation**

(Page 03)

**Dr Edoh K. AMENOUNVE anime deux panels à Lomé**



**Investissement**

(Page 04)

**Liz Allen au Togo pour soutenir les femmes entrepreneurs**

**Investissements Territoriaux**

**Accord entre la BOAD, la Fondation R20 et le Groupe Edifice Capital**

A l'occasion de la COP27 (Sharm El-Sheikh, Egypte), la Banque Ouest ... (Page 02)

**Financement**

**6,5 milliards de FCFA pour le PASSCO 3**

L'Etat Togolais et l'Agence Française de Développement (AFD) ont procédé le vendredi 02 décembre 2022 à Lomé ... (Page 04)

**Obligation verte**

**Proparco souscrit à un arrangement de 10 millions de dollars**

Proparco vient de souscrire pour 10 MUSD à une obligation verte arrangée par Symbiotics Investments ; le produit de ... (Page 06)

**ODD & RSE**

**Formation des entreprises membres du CNP-Togo**

Le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) renforce la mise en œuvre des ... (Page 11)

Financial Afrik AWARDS 5th EDITION #5TAA. FINANCE VERTE EN AFRIQUE. 08 Décembre 2022 LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER. 100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE. Logos of Africa Bright, BND, BRVM, and SOAGA.

## Investissements Territoriaux

## Accord entre la BOAD, la Fondation R20 et le Groupe Edifice Capital

A l'occasion de la COP27 (Sharm El-Sheikh, Egypte), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), La Fondation R20 et le Groupe Edifice Capital ont signé un Protocole d'Accord afin de convenir de leur collaboration pour étudier la structuration d'une nouvelle Facilité de Financement des Investissements Territoriaux dans les pays membres de l'UEMOA.

● Nicole ESSO

Conscients du rôle des collectivités territoriales qui sont responsables de 70% des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, mais également de l'important déficit de financements dédiés aux infrastructures territoriales en Afrique, la BOAD, la fondation R20 et le Groupe Edifice Capital ont décidé d'étudier la structuration d'une nouvelle Facilité de Financement des Investissements Territoriaux en Afrique de l'Ouest (FFITAO) spécialement conçue pour combler ces insuffisances dans les pays membres de l'UEMOA. D'une taille cible totale de €700m (sept cent millions d'euros), la nouvelle facilité, dédiée au financement de projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, regroupera un ensemble complet de véhicules d'investissement mixtes (assistance technique, fonds de capital, fonds de dette...) pouvant couvrir les différents besoins financiers de l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis l'origination d'un projet jusqu'au financement de projets matures, implémentés au niveau territorial avec les Collectivités et les acteurs locaux, principalement sous la forme de Partenariats Public Privé (PPP). Dédiée à cette nouvelle classe d'actifs, le projet combinera – dans une approche de financement catalytique ('blended finance') – les financements de Fondations, de Gouvernements, de Partenaires Financiers au Dé-



veloppement, mais aussi, ceux d'investisseurs privés tels que des banques privées, des fonds de pension, des compagnies d'assurance ou des 'family offices'. Cette initiative capitalise sur le leadership de la BOAD en matière de finance Climat, en Afrique de l'Ouest, sur le succès du Subnational Climate Finance Initiative et la structuration (en cours) de PLIFF (PAMEX Local Invest Finance Facility) par le R20 et ses partenaires, et l'expérience du Groupe Edifice Capital en matière de structuration de projets, de financements innovants et de Partenariats Public Privé (PPP), en Europe et en Afrique. La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elle a été créée par Accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et

le Togo. Par traité de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) signé le 10 janvier 1994 et entré en vigueur le 1er août 1994, la BOAD est une institution spécialisée et autonome de l'Union. La Fondation R20 une organisation environnementale à but non lucratif fondée en septembre 2011, par l'ancien gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, avec le soutien des Nations Unies. Sa mission est d'accélérer les investissements dans les infrastructures durable infranationales afin de contribuer de manière significative aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Groupe Edifice Capital, basé en France et au Luxembourg, conseille les gouvernements, les organisations régionales et les collectivités locales pour la définition et la mise en œuvre de leurs stratégies de politiques publiques, de financement des infrastructures et de développement des Partenariats Publics-Privés (PPP).

## Image du jour



● La ville d'Atakpamé honore les agents municipaux admis à la retraite, dans une véritable célébration du travail et des valeurs. Hommage, reconnaissance, émotion...

## AUX DECIDEURS...

## La narration numérique et la recherche sur l'eau

La narration et la science peuvent, à première vue, sembler d'étranges compagnons de lit. Les scientifiques partagent généralement leurs recherches par le biais de revues et de livres universitaires ou lors de conférences universitaires.

Mais la narration est un moyen puissant de partager la recherche scientifique avec un public non expert. Aujourd'hui, les histoires peuvent être construites numériquement.

Il y a plusieurs raisons d'adopter cette approche. La première est que rendre la recherche scientifique accessible est essentiel pour que les citoyens participent aux démocraties.

Et, plutôt qu'un chercheur partageant les idées et les expériences des gens dans un journal qui n'est pas lu par beaucoup, ils peuvent travailler avec les participants pour créer des histoires qui donnent la parole aux communautés marginalisées et opprimées.

Une bonne narration numérique est un moyen de transmettre différentes formes de connaissances d'une manière qui stimule l'action. Par exemple, cela peut influencer la politique. Cependant, l'outil doit être utilisé par ceux qui ont été formés pour rapporter avec précision, éthique et sensibilité divers aspects des résultats de la recherche.

The Conversation rapporte que des chercheurs ont créé des histoires numériques basées sur leurs travaux universitaires. Les vidéos ont été partagées sur plusieurs plateformes, comme les e-mails, WhatsApp, Youtube, les ateliers des parties prenantes et lors d'un symposium à la Conférence biennale internationale 2021 de l'Alliance des universités de recherche africaines.

Ce fut l'occasion de renforcer leurs capacités en tant que communicateurs scientifiques au début de leur carrière. Tout d'abord, ils ont participé à un atelier de formation en ligne sur la narration numérique d'une semaine, accrédité par l'Université de Rhodes. Ils ont appris, entre autres, à construire des récits et à faire du montage vidéo de base.

Quelques mois après la formation, et une fois les histoires numériques diffusées via différentes plateformes, nous avons interviewé les dix participants. Nous voulions savoir comment l'utilisation de la narration numérique les avait aidés et où il y avait place à l'amélioration.

Ils ont massivement décrit la narration numérique comme un outil utile pour partager rapidement les travaux de recherche et les résultats avec des collègues locaux et internationaux. Cela les a également aidés à faire connaître leurs recherches aux futurs bailleurs de fonds potentiels.

La formation a même inspiré un changement institutionnel. En Ouganda, le Collège des sciences agricoles et environnementales de l'Université de Makerere et le Département de géographie ont commencé à utiliser des récits numériques comme supports pédagogiques, y compris celui développé pendant la formation.

Makerere s'est également associé à la Fondation Mastercard pour mettre en place des studios numériques qui aideront à produire des histoires.

Certaines des études de cas se sont transformées en récits numériques au cours de la formation. Fourni par les auteurs

Il s'agit d'une reconnaissance de la narration numérique en tant qu'outil important pour les universitaires. Il permet aux étudiants de partager leurs recherches avec leurs pairs, les communautés et les décideurs politiques.

Les participants ont également trouvé la narration numérique utile pour mettre en évidence les expériences de plusieurs parties prenantes. Ces histoires nuancées et émotives ne sont pas souvent capturées dans les résultats de recherche traditionnels comme les articles de revues.

Cette approche a donné aux parties prenantes une voix importante pour ceux qui n'ont peut-être pas beaucoup de pouvoir dans la prise de décision concernant la gestion des ressources en eau. Il est à penser que la narration numérique pourrait devenir un outil précieux pour les chercheurs sur les ressources en eau en Afrique. C'est un moyen d'améliorer la communication scientifique et les efforts de collaboration pour relever les défis liés aux ressources en eau.

Mais la formation est essentielle. Les conteurs numériques doivent être en mesure de rendre compte avec précision et sensibilité des problèmes en cours et de la façon dont ils se déroulent pour les personnes concernées.

L'accessibilité doit également être prise en compte. Une partie de cela est linguistique ; certaines concernent la disponibilité des ressources numériques.

Et, comme nos participants l'ont suggéré, la narration numérique pourrait peut-être être plus puissante lorsque les communautés locales disposent des compétences nécessaires pour diriger la création d'histoires numériques de leur contexte, problème et expériences particuliers.

Elom Nomenyo

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Forum Africain sur la Titrisation

# Dr Edoh K. AMENOUNVE anime deux panels à Lomé

« 12 ans de titrisation dans l'UEMOA : cadre réglementaire et bilan » et « La titrisation, outil de diversification d'exposition aux risques et d'allocation d'actifs », sont les deux panels animés par Dr Félix Edoh Kossi AMENOUNVE, président de l'African Securities Exchanges Association (ASEA) et Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). C'était le 30 novembre 2022 à Lomé au cours la première édition du Forum africain sur la titrisation.

• Wilson LAWSON

Au lendemain de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS), s'est tenu la première édition du Forum africain sur la. « C'est une initiative que j'ai fortement encouragée et soutenu afin de mieux faire connaître ce mécanisme de financement et de refinancement qui fait partie des réformes majeures de notre marché », dit Dr Félix Edoh Kossi AMENOUNVE. Au de cette rencontre, les participants, après avoir fait la genèse, un bilan de la titrisation au sein de l'UEMOA, 12 ans après sa mise en œuvre, ont évoqué les perspectives pour les années à venir. « Pour ma part, j'ai animé deux panels portant notam-

ment sur les thématiques « 12 ans de titrisation dans l'UEMOA : cadre réglementaire et bilan » et « La titrisation, outil de diversification d'exposition aux risques et d'allocation d'actifs » où j'ai pu évoquer le contexte et les travaux qui ont abouti à la création du cadre réglementaire de la titrisation, du refinancement hypothécaire et des obligations sécurisées » a fait savoir le président de l'African Securities Exchanges Association qui salue les efforts entrepris par les toutes les parties-prenantes pour la mise en œuvre effective de cette réforme. Il est à rappeler que l'introduction de la titrisation dans le marché financier régional de l'UEMOA est portée par le



Règlement n°02/2010/CM/UEMOA du 30 mars 2010 relatif aux Fonds Commun de Titrisation de Créance et aux opérations de titrisation dans l'UEMOA. »

### Dr Edoh AMENOUNVE fait le point de sa participation à l'AFIS 2022

« J'ai eu le plaisir de participer à la première édition, en présentiel, de l'Africa Financial Industry Summit – AFIS, tenue à Lomé au Togo, les 28 et 29 novembre 2022 sous le thème « DURABLE, DIGITALE, SANS FRONTIÈRES – TRANSFORMER LA FINANCE À L'ÈRE DES DISRUPTIONS » et sous le Très Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE,

Président de la République Togolaise. J'ai pu à cette occasion rencontrer des acteurs-clés de l'industrie financière du continent avec qui j'ai eu des échanges fructueux et partagé ma vision du développement de l'industrie sur notre continent. J'ai également animé le panel sur le thème « Ressources à long terme, IPOs, intégration ... comment stimuler l'impact des bourses africaines ? » au cours duquel j'ai réaffirmé ma forte conviction que c'est par une stratégie d'implémentation efficace des solutions identifiées que les marchés de capitaux sur le continent connaîtront leur

véritable essor. Comme on le sait, le développement des marchés de capitaux passe par un accroissement de l'offre de titres à travers les privatisations, les admissions volontaires et les sorties des fonds de Private Equity. Sur les privatisations, pour moi, il faudra une volonté plus affirmée des Etats pour que leur sortie par la bourse du capital des entreprises publiques contribue davantage à alimenter les marchés de capitaux sur notre continent et à une redistribution des richesses sur nos populations. Le développement de la demande nécessite des réformes vigoureuses dans le secteur des assurances, de la pension, de la banque et des marchés. Je voudrais saluer le succès de cette édition et remercier les organisateurs notamment Jeune Afrique Groupe de m'y avoir associé et surtout d'avoir bien voulu faire un focus sur le projet d'interconnexion des bourses africaines (AELP) que j'ai eu l'honneur de piloter en ma qualité de Président, et qui constitue une innovation majeure dans la marche vers l'intégration économique et financière de notre continent. »



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

## Investissement

## Liz Allen au Togo pour soutenir les femmes entrepreneurs

Liz Allen, sous-secrétaire d'Etat chargée de la diplomatie publique et des affaires publiques des Etats Unis d'Amérique (USA) est en tournée à Lomé depuis le vendredi 2 décembre 2022. Sa visite s'inscrit dans le cadre de la tournée régionale en Afrique.



● Hélène MARTELOT

L'objectif de sa visite est de venir constater elle-même, ce qui se fait en termes d'investissement dans l'entrepreneuriat des Togolais. L'une des préoccupations de Mme Allen est de rencontrer les femmes entrepreneurs qui ont bénéficié du programme de l'entrepreneuriat féminin en Afrique (AWEP), le Samedi 3 décembre 2022. Elle va prendre part à la mini-foire organisée par ces femmes entrepreneurs. L'occasion

pour elle et sa délégation et le personnel de l'ambassade d'acheter quelques articles de ces femmes. L'idée c'est de les soutenir et de les encourager. « J'aurai à rencontrer ce samedi des femmes entrepreneurs. Et je prendrai part à une mini-foire qu'elles organisent. Ce sera l'occasion pour moi d'acheter quelques articles de ces femmes et de les offrir à ma famille aux Etats Unis, surtout que nous sommes dans les périodes de Noël », a confié Liz Allen. Outre les femmes entrepreneurs, Mme

Allen apporte également son soutien à l'ambassadeur des USA au Togo, Elizabeth Fitzsimmons, dans le projet de dessin sur le mur de la résidence de l'ambassadeur. Un projet de trois mois, conduit par le togolais Jean Koumy, artiste peintre et sculpteur. A son arrivée le vendredi, la sous-secrétaire d'Etat américaine était aux côtés de Fitzsimmons, pour aider les jeunes élèves qui ont décidé de couvrir de dessins tout le mur de la résidence de l'ambassadrice. « L'art est un langage universel, et ces dessins représentent bien l'amitié entre le Togo et les Etats Unis, avec des couleurs qui sont communes aux deux pays », a affirmé Aliz Allen, après avoir bien observé les dessins. « Le Togo est un partenaire privilégié des Etats Unis. Nous avons des partenariats sur le plan économique, social et artistique », a-t-elle ajouté. Il est à noter que son agenda inclut l'échange avec des anciens participants au programme Mandela Washington et à d'autres programmes d'échange du gouvernement américain de l'initiative pour les jeunes leaders africains, du programme de bourses Fulbright et du programme IVLP.



## Financement

## 6,5 milliards de FCFA pour le PASSCO 3

L'Etat Togolais et l'Agence Française de Développement (AFD) ont procédé le vendredi 02 décembre 2022 à Lomé à la signature de la convention de financement du Projet d'Amélioration des Conditions Sanitaires en Milieu Scolaire et Rural dans les Régions des Savanes et de la Kara (PASSCO 3).

● Joël YANCLO

La convention de financement d'un montant de 10 millions d'euros, soit 6,5 milliards de FCFA, que nous venons de signer confirme une fois de plus l'excellente qualité des relations entre notre pays le Togo et la France. Ce financement sous forme de don permettra de mettre en œuvre le Projet d'amélioration des conditions de vie en milieu scolaire et rural (PASSCO 3) en faveur des populations des régions des Savanes et de la Kara. » A déclaré Sani YAYA, ministre de l'économie et des finances du Togo. Le Projet d'Amélioration des Conditions Sanitaires en Milieu Scolaire et Rural dans les Régions des Savanes et de la Kara (PASSCO 3) vient accélérer l'atteinte des objectifs assignés au secteur de l'eau dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025, puisqu'il permettra d'étendre les investissements visant à renforcer les infrastructures de base dans les régions des Savanes et de la Kara, afin de faire avancer la réalisation des buts visés par l'ODD6 au Togo d'ici 2030. Le Projet PASSCO 3 en phase avec la stratégie d'accès universel à l'eau potable participe de la volonté manifeste du gouvernement togolais d'assurer la protection des populations contre l'extrémisme violent dont la région est confrontée au niveau des savanes. Ce projet s'inscrit parfaitement dans



le programme d'urgence du gouvernement pour la région des Savanes visant à la fois le développement de l'agriculture, de la lutte contre l'insécurité alimentaire ainsi que l'accès des populations rurales aux services de base : santé, éducation, eau potable et assainissement. « Je voudrais à cet égard, au nom du Président de la République, du gouvernement remercier, la République française à travers l'ambassadeur de France au Togo, pour son soutien aux actions de développement durable initiées par le gouvernement togolais. De façon particulière, je voudrais au nom du gouvernement et en mon nom propre rendre hommage à l'AFD et à Madame ZOLIKA BOUABDALLAH Directrice de l'Agence Française de Développement au Togo, à travers leur engagement et toutes les initiatives qui sont prises pour contribuer par le biais des différents programmes et projets à impacter directement sur les populations locales et notamment les plus vulnérables, de façon à améliorer l'accès aux

infrastructures de base, notamment l'accès à l'eau potable », a déclaré l'argentier national tout en assurant que le gouvernement togolais, est disposé à travailler ensemble avec tous les acteurs, les bailleurs directs en prêts souverains et aussi les investisseurs privés et les fonds qui voudraient investir dans le cadre des partenariats publics privés. Pour rappel, la première phase de PASSCO avait permis de réaliser 354 forages équipés de pompes à motricité humaines dans la région des savanes. La seconde phase du PASSCO qui s'achève d'ici décembre 2022 a contribué à la réalisation de 400 nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaines dont 200 dans la région des savanes et 200 dans la région de la Kara. Quant à PASSCO 3, il consistera à la réalisation de 950 forage du même genre dont 500 dans la région des savanes et 450 dans la région de la Kara selon le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise.



## Communiqué de la BCEAO relatif à l'utilisation des billets et pièces de monnaie dans l'espace UEMOA

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) rappelle au public que les billets et pièces de monnaie de son émission ont cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de l'ensemble des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), c'est-à-dire au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo.

En conséquence, elle réaffirme qu'en vertu des textes en vigueur, ces billets et pièces doivent être obligatoirement acceptés comme moyens de paiement dans les transactions entre les agents économiques, notamment par les vendeurs de biens et services et les créanciers.

Tout refus d'acceptation d'un billet ou d'une pièce ayant cours légal et pouvoir libératoire dans un Etat membre de l'UEMOA constitue une infraction sanctionnée par les textes en vigueur. Par ailleurs, la Banque Centrale rappelle au public que les billets mutilés ou déchirés ainsi que les pièces de monnaie lissées ou altérées peuvent être échangés à ses guichets.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## 133ème Conseil d'Administration de la BOAD

**109,5 milliards FCFA d'engagements autorisés**

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni en présentiel à Niamey le 02 décembre 2022, pour sa 133ème session ordinaire, sous la présidence de Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD. Au terme des travaux, Le 133ème Conseil d'Administration de la BOAD autorise de nouveaux engagements pour 109,5 milliards FCFA.



● Nicole ESSO

Après avoir approuvé le procès-verbal de la 132ème réunion, tenue le 20 septembre 2022 à Cotonou (Bénin), le Conseil a approuvé les perspectives financières actualisées et le projet de budget programme établis pour le quinquennat 2023-2027 de la Banque. Sept opérations ont également fait l'objet des travaux du Conseil d'administration. Il s'agit de deux propositions de projets financées sur les ressources du programme SONGTAABA (36 milliards FCFA), trois nouvelles propositions de projets pour un montant global de 45 milliards FCFA, deux lignes de refinancement (28,5 milliards FCFA). Ces nouvelles approbations portent à 7182,1 milliards FCFA le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD, depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets, ci-après :

**Au titre du Programme spécial SONGTAABA 2022-2024**

Reconstitution du stock de sécurité alimentaire au titre de l'exercice 2023 en République du Mali. Le projet permettra de répondre à la demande alimentaire des populations maliennes, de renforcer les capacités de prévention des chocs et des crises, d'améliorer l'accessibilité des vivres, notamment aux populations vulnérables, et de réduire les distorsions du marché céréalier au plan national. Montant de l'opération : 25 Milliards FCFA. Alimentation en eau potable, en milieu rural, dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéri, au Niger. Il s'agira de réaliser 45 systèmes d'alimentation en eau potable, desservant 92 localités. Le projet prévoit également la réalisation de 334 blocs de latrines institutionnelles dans les écoles et les centres de santé. Montant de l'opération : 11 Milliards FCFA.

**Programme de financements ordinaire**

Aménagement de voies urbaines dans la ville de Niamey : aménagement de la section urbaine de la RN25 et réhabilitation du tronçon Niamey-Nyala, en République du Niger. Le projet permettra d'améliorer la mobilité sur les tronçons concernés en réduisant le temps de parcours, de réduire le nombre d'accidents de la circulation de plus de 60% et le coût d'exploitation des véhicules d'environ 40 %, à partir de la première année de mise en service de la route. Montant de l'opération : 25 Milliards FCFA. Viabilisation du site de Ouédo, dans le cadre de la construction de 10 849 logements sociaux et économiques dans la Commune d'Abomey-Calavi. Les travaux de viabilisation permettront d'assurer une alimentation de qualité en électricité, par l'augmentation de la puissance du réseau d'électricité sur tout le site du projet et la construction d'une usine de traitement d'eau et d'un château d'eau de 500 m<sup>3</sup>. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA. Relance des activités de ASUSU SA en République du Niger. Le projet permettra de maintenir l'accès des populations exclues du système bancaire classique et celles qui sont économiquement vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, à des services financiers diversifiés et innovants. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA. Mise en place en faveur de NSIA Banque Benin SA (i) d'une ligne de refinancement dans le cadre

du programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA, suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19 et (ii) d'un prêt subordonné. Montant de l'opération : 18,5 Milliards FCFA. Mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de VISTA Bank Burkina Faso. La ligne permettra à Vista Bank Burkina d'accroître son activité de financement à moyen terme, de consolider son développement, et de contribuer à la croissance de l'économie nationale. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA.

**Ressources mobilisées pour le compte de la BOAD**

Les administrateurs ont également approuvé la mise en place d'une ligne de crédit du Fonds de l'OPEP, d'un montant de 50 millions € soit 32,798 milliards FCFA, et celle d'une subvention d'un montant de 16,2 millions € soit 10,626 milliards FCFA de la KfW, toutes deux en faveur de la BOAD. Ces lignes sont destinées, respectivement, au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des projets d'énergies renouvelables, et à la mise en place du Fonds pour la Transformation Digitale (FTD). Dans un autre registre, le conseil a examiné le cadre de sauvegarde environnementale et sociale ainsi que la politique d'équité et d'égalité Genre.

**Nouvelle dynamique en cours**

Le conseil a, par ailleurs, émis un avis favorable sur l'état de recouvrement des créances sur prêts, au 31 octobre 2022, ainsi que la stratégie Genre de la Banque et, examiné les dossiers suivants, soumis pour information : Compte-rendu de la 43ème réunion du Comité d'audit prévue les 30 novembre et 1er décembre 2022 à Niamey, en République du Niger. Evaluation ex-post du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Tafiré et des localités environnantes, en Côte d'Ivoire. Après avoir reçu de la part des membres du conseil d'Administration, les meilleurs vœux pour 2023, un satisfecit pour la bonne tenue des conseils et la nouvelle dynamique en cours dans l'institution sous son leadership, le Président Serge EKUE a, au nom du Conseil d'Administration, remercié les autorités nigériennes pour les moyens mis en œuvre pour la tenue de cette session dans les meilleures conditions. Il a, par la suite, exprimé toute sa gratitude aux membres du conseil d'Administration pour la qualité des échanges et la pertinence de leurs orientations. Il a, également, adressé ses vives félicitations et sa grande fierté aux équipes de la BOAD pour la qualité des dossiers qui ont été soumis à l'examen du conseil, tout au long de cette année.



## Obligation verte

### Proparco souscrit à un arrangement de 10 millions de dollars

**Proparco vient de souscrire pour 10 MUSD à une obligation verte arrangée par Symbiotics Investments ; le produit de l'obligation sera rétrocédé à GreenLight Planet, l'un des principaux acteurs du système solaire domestique en Afrique subsaharienne, pour soutenir son activité de fourniture d'accès à l'énergie aux clients hors réseau sur les marchés africains mal desservis.**

● Nicole ESSO

L'obligation a été émise par la plateforme innovante MSME Bonds SA. Depuis 2020, Symbiotics Investments offre à ses bénéficiaires la possibilité d'émettre des obligations vertes, sociales et durables via sa plateforme MSME Bonds SA, réduisant ainsi les coûts et donnant accès à un plus large éventail d'investisseurs institutionnels. Depuis sa création, la plateforme MSME Bonds a émis 309 obligations à impact pour un montant total de 2,67 milliards de dollars, dont 33 obligations durables via le programme d'émission de billets verts Pass-Through, pour un montant total de 329 millions de dollars. Cette obligation verte s'inscrit parfaitement dans le focus de Proparco sur l'Afrique car elle contribue à la consolidation d'acteurs capables de répondre aux principaux enjeux de développement en Afrique subsaharienne. « Nous sommes heureux de renforcer notre partenariat avec des acteurs reconnus tels que Symbiotics Investments et GreenLight Planet. Ensemble, nous travaillerons efficacement pour améliorer l'accès à l'énergie propre en Afrique. Comme souligné lors de la COP27, cela reste une priorité absolue pour le continent, où 570 millions de personnes vivent toujours sans accès adéquat à



l'électricité », a déclaré Françoise Lombard, directrice générale de PROPARCO. « Globalement, nous devons collectivement accroître nos engagements dans les marchés émergents pour assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne d'ici 2030. Ce projet fait bien écho à nos ambitions au regard de cet objectif et s'inscrit pleinement dans les priorités stratégiques de Proparco et mandat climatique », a-t-elle ajouté. Yvan Renaud, directeur général de Symbiotics Investments, s'est félicité de cette souscription et de la première obligation verte structurée pour Proparco. « Symbiotics a été l'un des premiers partisans de l'accès à l'énergie propre et un partenaire historique de Greenlight Planet. L'investissement de Proparco dans cette obligation nous encourage fortement à poursuivre notre engagement à offrir de solides opportunités d'obligations vertes aux investisseurs institutionnels et privés. GreenLight Pla-

net donne accès à l'énergie renouvelable et atténue les émissions de CO2 en remplaçant les lampes à pétrole et les générateurs diesel par des lanternes solaires hors réseau et des systèmes solaires domestiques (par exemple, ampoules, radio, ventilateurs, télévision, etc.). Jusqu'à présent, 7,3 millions de lanternes à kérosène ont été remplacées à ce jour et 22,9 millions de tonnes de CO2 ont été évitées par GreenLight Planet. Ce projet permettra d'éviter 102 976 tCO2/an. Grâce aux facilités de crédit PayGo offertes par GLP aux populations non bancarisées et à faible revenu, le projet favorisera également l'inclusion financière, donnant accès aux facilités de crédit PayGO à 2,67 millions de personnes. Ce projet contribuera ainsi aux ODD n° 7 (Énergie propre), n° 8 (Travail décent et croissance économique) n° 9 (Infrastructures), n° 10 (Réduction des inégalités) et n° 13 (Action pour le climat).

## Afrique

### Solarise lève 33 M\$ pour fournir de l'énergie solaire aux entreprises

**Le fournisseur d'énergie solaire Solarise Africa obtient 33,4 millions de dollars pour l'expansion de ses activités en Afrique. Les fonds ont été mobilisés dans le cadre d'une levée de fonds arrangée par la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI) de la Banque africaine de développement (BAD).**

Solarise Africa dispose de fonds pour le développement de son portefeuille de système solaire photovoltaïque en Afrique. L'entreprise basée à Sandton en Afrique du Sud vient de lever 33,4 millions d'euros. Cette facilité a été obtenue dans le cadre d'une transaction arrangée par la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI), un mécanisme de financement des énergies renouvelables mis en place par la Banque africaine de développement (BAD) et géré par Lion's Head Asset Management.

Dans le cadre de cette mobilisation financière, la FEI apporte 21,4 millions de dol-

lars. L'investisseur à impact néerlandais Oikocredit y contribue à hauteur de 7 millions de dollars. Le reste du financement, soit 5 millions de dollars est apportée par AfricaGoGreen Fund (AGGF). Le financement mobilisé permettra à l'entreprise d'accélérer le développement de son portefeuille de projets au Kenya et dans d'autres pays du continent africain. « Nous sommes fiers d'accueillir ces trois nouveaux investisseurs prestigieux dans notre groupe d'investisseurs actuel. Tout au long de l'année 2022, nous avons considérablement accru notre empreinte et notre portefeuille, et grâce à ce nouveau prêt, nous serons

en mesure de catapulter nos efforts pour faire progresser l'adoption des énergies renouvelables en Afrique », se réjouit Jan Albert Valk, le directeur général de Solarise Africa. Avec le soutien de partenaires locaux, l'entreprise cofondée par Patrik Huber et Jan Albert Valk développe, finance et exploite des systèmes pour des clients commerciaux et industriels (C&I). La société est active en Afrique du Sud, au Rwanda et au Kenya où elle alimente plusieurs entreprises avec de l'énergie solaire photovoltaïque.

Avec afrik21

## Afrique

### Le programme EarthRanger renforce la gestion de 6 aires protégées

**EarthRanger, un programme d'intelligence artificielle permettant de surveiller de la faune, vient d'être déployé dans six autres parcs naturels situés au Botswana, au Mozambique et en République du Congo. Le projet qui s'achèvera en mars 2026, est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses partenaires, à hauteur de 7,2 millions de dollars. Il vise à réduire le déclin de la biodiversité en Afrique.**

Un nouveau projet de conservation de la nature, déploie le logiciel EarthRanger pour renforcer la sécurité autour de six aires protégées en Afrique. Il s'agit du parc national de Chobe au Botswana, des parcs nationaux de Limpopo et de Zinave au Mozambique, et des parcs nationaux de Nouabalé-Ndoki, Odzala-Kokoua et Conkouati-Douli en République du Congo. Soit un total de 4,9 millions d'hectares d'aires protégées (AP) terrestres. Développé par la société américaine Vulcan, EarthRanger est un système de visualisation et d'analyse de données qui fournit aux défenseurs de l'environnement les informations en temps réel dont ils ont besoin pour assurer la sécurité de la faune, des habitats et des communautés. Dans le cadre de son implémentation au Botswana, au Mozambique et en République du Congo, EarthRanger permettra d'améliorer les infrastructures telles que les salles d'opérations, les dispositifs de suivi des véhicules et des animaux, sans oublier les réseaux de communication tels que les systèmes de radio numérique et la radio longue portée.



### Un projet financé par le FEM

Ce projet dont la durée est de trois ans et demi (juillet 2022-mars 2026), est financé par une subvention du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de 2,4 millions de dollars et un cofinancement de 4,8 millions de dollars alloué par des partenaires. « Les aires protégées en Afrique connaissent une dégradation et une perte de biodiversité à cause de la destruction de l'habitat et de l'exploitation non durable des ressources. Les menaces de braconnage, les conflits homme-faune, la récolte du bois, l'expansion des terres agricoles et l'urbanisation s'intensifient. Il en va de même pour les défis des espèces envahissantes, du changement climatique et

des développements miniers. EarthRanger est une solution opportune et innovante qui aidera les gestionnaires d'aires protégées, les écologistes et les biologistes de la faune à prendre des décisions opérationnelles plus éclairées pour la conservation de la faune », explique Claude Gascon, responsable des programmes du FEM. Selon les données de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), environ 1 million d'espèces sont menacées d'extinction en Afrique, et beaucoup d'autres le seront dans les décennies à venir. À moins que des mesures ne soient prises pour réduire l'intensité des facteurs à l'origine de la perte de biodiversité.

Avec afrik21

## Afrique

### Mirova finance 5 M\$ pour les systèmes solaires domestiques de BioLite

**La société d'investissement Mirova SunFunder annonce un financement de 5,3 millions de dollars en faveur de BioLite. La société américaine fabrique des systèmes solaires domestiques et des kits de cuisson propre en Afrique subsaharienne.**

BioLite obtient des fonds pour le développement de ses activités en Afrique subsaharienne. L'entreprise basée à New York aux États-Unis d'Amérique obtient 5,3 millions de dollars de Mirova SunFunder. La transaction est réalisée en partenariat avec le Fonds d'accès à l'énergie hors réseau de la Facilité d'inclusion énergétique (FEI-OGEF) a été arrangée par Lion's Head Global Partners. En Afrique subsaharienne, BioLite fournit des systèmes solaires domestiques qui permettent l'électrification des ménages ruraux. Ces systèmes autonomes sont souvent accompagnés d'autres appareils alimentés à l'énergie solaire. L'entreprise met également à la disposition des ménages, des kits



de cuisson bas carbone qui répondent à la nécessité de réduire la déforestation liée à l'utilisation du bois comme combustible pour la cuisine en Afrique. Selon Mirova, le crédit de 5,3 millions de dollars permettra à BioLite de financer ses besoins « accrus en fonds de roulement, produit de son expansion rapide en Afrique subsaharienne ». « L'accès à ce capital supplémentaire est essentiel pour poursuivre la croissance et le succès de BioLite sur le marché de l'énergie solaire hors réseau et pour nous aider à atteindre notre objec-

tif de fournir une énergie propre et de lutter contre le changement climatique », explique Robb Dahir, le directeur financier de BioLite. L'entreprise qui poursuit son expansion en Afrique a déjà obtenu d'autres financements au cours de ces dernières années. Alors que le monde vivait au rythme de la pandémie de Covid-19 en 2020, BioLite a obtenu un financement de 5 millions de dollars de KawiSafi Ventures, un fonds d'impact dédié aux pays d'Afrique de l'Est. Ce financement était destiné à étendre la diffusion des solutions de BioLite, investir dans le développement de nouveaux produits et rationaliser sa chaîne d'approvisionnement en Chine.

Avec afrik21



## Industrie agroalimentaire

## La Vache qui rit se lance à la conquête du marché indien

Le groupe français Bel s'associe au fabricant de biscuits indien Britannia. Leur entreprise commune vise un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros par an.

Le groupe français Bel, maison mère de La Vache qui rit, s'associe au fabricant de biscuits Britannia pour convertir le marché indien, lourd de 1,4 milliard d'habitants, au fromage occidental, ont annoncé mardi les deux sociétés. Si les produits laitiers tiennent une place importante dans l'alimentation des Indiens, ceux-ci, majoritairement végétariens, ont l'habitude de consommer des fromages locaux comme le paneer, qui ne nécessitent pas de présure – coagulant extrait de l'estomac de jeunes ruminants – pour leur fabrication. «On s'attelle à la conquête de l'Inde», résume Cécile Béliot, directrice générale de Bel, qui détient aussi les fromages Babybel et Boursin. Le groupe Bel, né dans le Jura en 1865 et qui a généré près de 3,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier, crée une entreprise commune avec l'indien Britannia pour s'attaquer au marché «naissant» du fromage dans



le géant d'Asie du Sud, selon Cécile Béliot.

### Quand le savoir-faire s'allie à la puissance commerciale

Britannia détient 51% et Bel 49% de la coentreprise, nommée Britannia Bel Foods Private Limited. Elle commercialisera tous ses fromages sous la marque La Vache qui rit, indiquent les sociétés dans un communiqué. Bel «apporte la marque, le savoir-faire du fromage. Britannia apporte sa compréhension du consommateur local et sa puissance

commerciale avec un réseau de distribution inégalé sur l'Inde», explique Cécile Béliot. Avec plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel, Britannia est le plus grand fabricant indien de biscuits. La société produit aussi des pains de mie, biscottes et produits laitiers, notamment des tranches de fromage pour sandwichs. Cette activité fromagère rejoint la coentreprise qui va aussi fabriquer à partir de 2024 de La Vache qui rit dans une nouvelle usine, au sein du site industriel de Britannia situé dans l'État du Maharashtra (ouest).

(AFP)

## Pétrole

## Chevron autorisé à reprendre ses activités au Venezuela

Se félicitant de l'accord signé samedi entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne, Washington a autorisé Chevron à y reprendre en partie ses activités.



Le gouvernement américain a applaudi samedi l'accord signé entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne, y voyant «une étape importante dans la bonne direction», et autorisé dans la foulée le géant pétrolier Chevron à reprendre partiellement ses activités d'extraction dans le pays. Les représentants de Caracas et l'opposition politique vénézuélienne avaient repris les discussions jeudi à Mexico. Ils sont parvenus samedi à un accord d'étape «en matière de protection sociale» qui permettra notamment de libérer les ressources vénézuéliennes bloquées à l'étranger afin de financer des projets sociaux. Dans un communiqué commun, les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada ont «salué la déci-

sion de reprise du dialogue» entre les deux parties, les appelant à «faire preuve de bonne volonté en vue d'un accord global conduisant à des élections libres et régulières en 2024, la réhabilitation des institutions démocratiques et la fin de la crise humanitaire au Venezuela».

### «Revoir le train de sanctions»

Le bloc européen et les trois pays anglo-saxons ont ajouté qu'ils continueront «à travailler avec (leurs) partenaires internationaux pour répondre aux besoins urgents des Vénézuéliens dans et hors de leur pays» et assuré de leur «volonté de revoir le train de sanctions en cas de progrès substantiels de la part du régime» de

Caracas. À la suite de cette annonce, le département du Trésor a autorisé Chevron à relancer en partie les activités de sa co-entreprise détenue dans le pays, en partenariat avec l'entreprise publique Petroleos de Venezuela (PdVSA), tout en s'assurant que «PdVSA ne reçoive aucun revenu des ventes de pétrole réalisées par Chevron», qui ne peut relancer d'autres activités avec PdVSA. Dans un communiqué, le géant pétrolier a confirmé avoir reçu l'autorisation de reprendre en partie ses activités et redit son «engagement à réaliser nos affaires dans le cadre réglementaire imposé» pour «continuer à être une présence constructive dans le pays».

(AFP)

## L'éco en bref

## France : les péages des autoroutes vont augmenter de 4,75% dès février 2023

Les tarifs des péages des principaux réseaux autoroutiers vont augmenter de 4,75% en moyenne, le 1er février 2023, après une hausse de 2% cette année, a annoncé vendredi, le ministère français des Transports. Cette hausse annuelle, inférieure à l'inflation, s'accompagnera d'une augmentation – de 30 à 40% – de la ristourne accordée aux automobilistes faisant au moins dix allers et retours par mois sur le même itinéraires et d'une réduction de 5% pendant un an pour les véhicules électriques sur les réseaux Sanef et APRR.



## FAO : les prix mondiaux des produits alimentaires restent stables en novembre

Les prix mondiaux des produits alimentaires continuent de se stabiliser en novembre, avec une baisse des prix des céréales liée notamment à la prolongation du corridor maritime en mer Noire, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix des denrées alimentaires, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a très légèrement diminué par rapport à son niveau du mois d'octobre, et «n'est plus que de 0,3% supérieur à son niveau de novembre 2021.» L'indice FAO des prix des céréales a amorcé une baisse de 1,3% en novembre, le blé se repliant de 2,8% et le maïs de 1,7%, «en partie sous l'effet de la prolongation de l'accord sur les exportations de céréales ukrainiennes en mer Noire.» L'indice des prix des huiles végétales, à l'inverse, «a augmenté de 2,3% en novembre, mettant fin à sept mois consécutifs de baisse», souligne la FAO, sous l'effet d'une hausse de l'huile de palme et du soja.

## Macron veut que l'UE règle avec Washington le sujet des exemptions début 2023

Emmanuel Macron a dit vendredi vouloir que la question des «exemptions» réclamées aux États-Unis pour les industries européennes dans le cadre de leur plan de subventions massives en faveur du climat (IRA) soit «réglée» d'ici au premier trimestre 2023. «Pour moi, d'ici au début de l'année prochaine, il faut qu'on ait pu régler ce sujet», «il faut qu'on ait finalisé ces sujets», a dit le président français à la presse à la Nouvelle-Orléans au lendemain d'une rencontre avec son homologue américain Joe Biden à Washington. À la veille de sa visite à la Maison-Blanche, il avait jugé «super agressifs» les subventions et crédits d'impôt massifs prévus pour les véhicules électriques, batteries ou projets d'énergie renouvelable «made in USA» par l'Inflation Reduction Act (IRA), le plan climat de 420 milliards de dollars de Joe Biden adopté l'été dernier. La France avait dit espérer arracher des exemptions. Jeudi, le président américain s'est dit prêt à corriger des «défauts» de sa loi, qu'il a toutefois défendue bec et ongles, sans évoquer clairement des exemptions et renvoyant d'éventuelles concessions à des travaux techniques. Selon Emmanuel Macron, son «discours de vérité avec le président Biden» a porté malgré tout ses fruits. «C'était mon devoir de le poser (ce discours) en Européen, pas simplement au nom de la France» mais aussi «de toute l'Europe», a-t-il dit.

## États-Unis

263'000 emplois créés en novembre

Les créations d'emplois ont été bien plus nombreuses qu'attendu en novembre aux États-Unis, a annoncé vendredi le département du Travail, le marché du travail restant solide malgré les mesures prises pour ralentir l'activité économique afin de juguler l'inflation. En novembre, 263'000 emplois ont été créés aux États-Unis, bien plus que les 200'000 qui étaient attendus par les analystes. Le taux de chômage est resté stable à 3,7%, un niveau très bas. En octobre, 284'000 emplois avaient été créés, selon des données révisées à la hausse et également publiées vendredi.



Sélection AFP &amp; REUTERS

## Togo

## La 17ème Foire internationale de Lomé ouverte

La foire internationale de Lomé (FIL), qui est un rendez-vous de toutes les opportunités, a officiellement ouvert ses portes le vendredi 2 décembre 2022, et ce, jusqu'au 18 décembre 2022.

● Hélène MARTELOT

Cette activité foiraine a effectivement démarré depuis le 30 novembre 2022 et a été ouverte officiellement par le chef du gouvernement togolais, Victoire Tomegah Dogbé et le ministre chargé du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo Adedze. Pour Comlan Nomadoli Yakpey directeur par intérim du centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF), cette ouverture de la foire après 2 ans, est pour les exposants, une véritable opportunité à saisir pour nouer de nouveaux partenariats d'affaire et réaliser de réel profit pendant cette période de fête de fin d'année. Le thème retenu pour cette édition est la "Compétitivité des biens et services pour la relance économique post Covid-19". Pour M. Yak-



pey, à travers ce thème, il est question d'échanger et de cibler les stratégies qui devront leur permettre de booster le décollage économique à travers un renforcement de la compétitivité des biens et services sur le marché international. « De ce thème principal, émerge des sous-thèmes qui feront l'objet d'échange lors des panels prévus au programme que nous avons voulu cette année, riche économiquement et culturellement », a-t-il souligné. Il affirme qu'en dehors des activités classiques d'exposition et vente, il est prévu des soirées culturelles avec des danses du terroir.

« Il nous revient de travailler avec ardeur pour moderniser ce centre afin de le porter à un niveau correspondant aux normes et standards internationaux. Ce serait pour nous, la meilleure façon de témoigner notre reconnaissance à nos pères qui nous ont légué ce centre », a soutenu le directeur par intérim du CETEF. Pour finir, il précise qu'ils devraient donc œuvrer pour permettre au centre togolais des expositions et foire, de jouer pleinement son rôle de catalyseur de l'économie nationale. Pour rappel, la vente ambulante des biens sur le site de la foire est interdite par les organisateurs.



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Méfiez-vous des aspects dissonants qui se produiront ce jour. Si vous commettez des imprudences, vous aurez bien du mal, ensuite, à redresser votre situation financière, et vous vous retrouverez dans l'impasse.

### Taureau

Vous serez en mesure de réaliser d'excellentes transactions financières. Vous pourrez même consolider votre situation matérielle en envisageant des placements à long terme : la journée y sera particulièrement favorable.

### Gémeaux

Ce climat financier sera assez stable, mais vous devrez tout de même rester quelque peu sur la défensive. Non que les astres soient négatifs, mais tout simplement parce que Jupiter est en aspect dysharmonique. Cette planète risque en effet de décupler votre tendance à trop dépenser. Vous qui n'êtes pas habituellement un modèle de prudence dans ce domaine, vous serez enclin à faire des folies. Et méfiez-vous : aucune planète ne viendra à votre secours.

### Cancer

Attention ! Vous aurez une nette tendance à vivre bien au-dessus de vos moyens. Ne pensez pas que vous arriverez à vous débrouiller toujours. Vous risquez fort cette fois de vous retrouver dans une impasse.

### Lion

Le Soleil et Vénus, influençant votre secteur argent, vont vous aider à trouver de bonnes solutions pour rééquilibrer votre budget et améliorer vos placements. Saisissez cette occasion. Vous entrerez ensuite dans une période un peu plus terne, sans danger, certes, mais sans grande possibilité d'amélioration non plus.

### Vierge

Vous aurez l'occasion de prendre des initiatives qui se révéleront lucratives, favorisant ainsi l'accroissement de vos résultats financiers. Il ne serait pas exagéré de dire que votre situation sera prospère.

**Balance** Ceux d'entre vous qui ont eu du mal à gérer leur budget ces derniers temps devraient mieux s'en sortir grâce à Vénus. Attention, cependant, à Pluton mal aspecté, qui pourra vous mettre dans l'obligation de faire des dépenses imprévues pour votre domicile ou vos proches.

**Scorpion** Pas de planètes néfastes influençant votre secteur finances. Cependant, deux indices vous mettront en garde contre une augmentation de vos dépenses. Tout d'abord, Mercure privilégiera l'économie aux dépens de tout investissement dans les loisirs. En second lieu, la présence de la Lune mettra de nouveau l'accent sur la rigueur financière, notamment en ce qui concerne les finances du conjoint.

**Sagittaire** Le Soleil et Vénus seront en vedette. Du coup, même ceux d'entre vous qui n'accordent en général que peu d'intérêt aux questions d'argent vont se sentir une âme de capitaliste entreprenant. Que vous ayez de substantielles économies ou seulement un très maigre bas de laine, vous éplucherez les cours de la Bourse et prendrez rendez-vous avec votre banquier pour choisir les bons placements !

**Capricorne** Il paraît que l'argent aura tendance à sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale. Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilite les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant et pouvant absorber toutes vos ressources financières.

**Verseau** Soyez très vigilant en ce qui concerne vos finances. Vous ne risquez rien de grave si vous restez attentif et si vous contrôlez soigneusement vos dépenses. Mais si vous manquez de rigueur, vous risquez de le payer cher. Pourquoi ? Tout simplement parce que Saturne, planète de restriction, sera mal aspecté. Attention, donc, aux oublis dans vos comptes, ainsi qu'à une fausse appréciation de votre situation, qui vous amènerait à prendre trop de risques sur le plan financier.

**Poissons** Cette fois, c'est Neptune qui aura un impact dominant sur vos finances. Cette planète se montrera extrêmement bénéfique. Elle pourra valoir à nombre d'entre vous un succès financier exceptionnel. Pour les autres, une augmentation de leurs revenus semble dans l'air.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/13/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA  
Vivien ATAHPABEM  
Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



RÉPUBLIQUE GABONAISE

## COMMUNIQUE CONJOINT

1. A l'invitation de Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur **ALI BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise, a effectué une visite de travail et d'amitié au Togo, les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2022.
2. Les deux Chefs d'État se sont longuement entretenus sur les questions bilatérales, régionales, continentales et internationales de l'heure et ont procédé à une évaluation de la coopération bilatérale, dans l'optique de son renforcement.
3. Dans cette perspective, les deux Chefs d'État ont souligné la nécessité de consolider les échanges multisectoriels, en particulier sur les plans politique, diplomatique, économique et consulaire.
4. A cet égard, ils ont réitéré leurs instructions à leurs gouvernements respectifs pour la programmation de la prochaine session de la Commission mixte de coopération afin de conduire à son terme l'actualisation et l'élargissement du cadre juridique actuel.
5. S'agissant de la situation régionale, les deux Chefs d'État ont exprimé leur vive préoccupation devant la persistance de la menace terroriste au Sahel ainsi que ses conséquences dramatiques sur la stabilité des États.
6. Ils ont à cet égard rappelé l'urgence d'encourager toutes les parties impliquées à mutualiser leurs efforts afin de mettre fin à cette menace sans frontières dont sont victimes leurs Régions respectives, tel que convenu lors du Sommet extraordinaire conjoint CEEAC-CEDEAO tenu en juillet 2018 à Lomé, en République Togolaise.
7. Les deux Chefs d'État ont également exprimé leur préoccupation face à la crise libyenne et ses conséquences sur les pays de la bande Sahélienne en général et les pays limitrophes en particulier, en termes de développement de réseaux terroristes, de trafics illicites et de manœuvres de destabilisation multiformes.
8. Son Excellence Monsieur **Ali BONGO ONDIMBA** a salué le leadership de Son Frère, le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE**, dans la recherche de solutions aux crises sécuritaires en Afrique de l'ouest, au regard de ses efforts louables en qualité de médiateur dans la recherche de règlements aux différends et conflits.
9. Le Président de la République Gabonaise a rendu un vibrant hommage à l'engagement des troupes togolaises au sein des forces régionales, au péril de leur vie dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
10. Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE** a salué le leadership de Son Excellence Monsieur **Ali BONGO ONDIMBA** pour son engagement constant et reconnu par la Communauté internationale en matière de changement climatique, d'environnement et de préservation de la biodiversité.
11. Sur ces questions débattues au cours de la Semaine africaine du climat qui s'est tenue à Libreville du 29 août au 02 septembre 2022, les deux Chefs d'État ont exprimé leur convergence de vues, notamment en matière de changement climatique. Cette réunion de haut niveau a permis d'harmoniser la position africaine relative à la responsabilité des Parties prenantes à la conduite de l'action climatique en prévision de la COP 27 en République Arabe d'Égypte.
12. Sur le plan international, les deux Chefs d'État se sont félicités de la tenue de la COP 27 du 06 au 18 novembre 2022, à Sharm-El-Cheikh en République Arabe d'Égypte. Ils ont toutefois déploré le non-respect, à ce jour, des promesses de financement des pays développés relatives, entre autres, à l'adaptation et au crédit carbone.
13. Son Excellence Monsieur **Ali BONGO ONDIMBA** a également souligné l'engagement du Gabon aux côtés des États membres représentant l'Afrique au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur les questions de paix, de sécurité et de stabilité.
14. Il a en outre informé Son Homologue de ce que le Gabon a porté la préoccupation relative à la promotion du narratif africain dans l'examen des problématiques africaines.
15. A ce titre, au cours de la Présidence gabonaise du Conseil de sécurité des Nations Unies au mois d'octobre 2022, le Gabon a organisé 4 des 5 débats de haut niveau sur les thématiques africaines, avec l'engagement actif de l'Union africaine, à savoir : la lutte contre le financement des groupes armés en Afrique ; la coopération Nations Unies/Union Africaine ; le climat et la sécurité en Afrique.
16. Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise, a exprimé à Son Homologue Gabonais ses vifs remerciements et sa profonde gratitude pour le rôle prépondérant que joue le Gabon au Conseil de sécurité des Nations Unies, dans le contexte de la promotion de la paix et de la sécurité, en particulier en Afrique.
17. Le Gabon a par ailleurs organisé plusieurs séances d'information et de consultation sur la situation au Mali, en République Centrafricaine, en Libye, dans la région des Grands Lacs et au Soudan du Sud. Le Gabon a, de même, soutenu le plaidoyer en faveur de la nécessaire et urgente réforme du Système des Nations Unies, et particulièrement du Conseil de sécurité dont l'agenda comporte majoritairement des questions qui concernent l'Afrique.
18. Au terme de sa visite de travail et d'amitié en terre togolaise, Son Excellence Monsieur **Ali BONGO ONDIMBA** a exprimé à Son Frère le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE**, au gouvernement et au peuple togolais, ses sincères remerciements pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité légendaire qui lui ont été réservés ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.
19. En retour, le Président de la République Gabonaise a adressé une invitation à Son Homologue du Togo à effectuer une visite officielle au Gabon à l'occasion de la 7<sup>ème</sup> session de la Commission mixte de coopération qui se tiendra à Libreville à une date à fixer d'accord parties.
20. Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE** a remercié Son Frère le Président **Ali BONGO ONDIMBA**, tout en marquant son accord pour cette visite.

Fait à Lomé le 1<sup>er</sup> décembre 2022

## ODD &amp; RSE

## Formation des entreprises membres du CNP-Togo

Le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) renforce la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au niveau de ses membres. Il a organisé une formation jours avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les 28 novembre 1er décembre 2022 à Lomé.

● Vivien ATAKPABEM

La formation sur les ODD et la RSE vise la transmission et le partage des connaissances autour des concepts du développement durable, des enjeux liés à son opérationnalisation et d'amener les associations professionnelles membres à se familiariser aux outils pratiques qui permettent de concevoir et de planifier de meilleures politiques. De façon spécifique, il était question de rappeler les principes, buts, piliers et définition des ODD et de la RSE, d'appréhender les principaux concepts liés aux ODD et à la RSE, d'identifier les différents domaines de l'entreprise auxquels ils s'appliquent, d'identifier les opportunités d'investissement que la RSE peut offrir aux entreprises.



En procédant à l'ouverture des travaux le Président du Patronat M. Coami Sedolo TAMEGNON a invité les responsables des entreprises du secteur privé à faire leur part en ces termes ; « Nous sommes dans une nouvelle ère, le temps presse et la planète n'attend pas ! Agissons ensemble pour l'instauration définitive et totale de pratiques responsables dans nos entreprises. Chacun à son poste doit faire sa part ... » a-t-il déclaré en remerciant

le PNUD pour son accompagnement à l'endroit de tout le secteur privé. Kamiloudini TAGBA, journaliste financier, spécialiste des ODD et Directeur de l'entreprise de consultation AGBLECOM PARTENERS est le facilitateur commis pour cette formation qui a connu la participation des associations professionnelles membres du Patronat, ainsi que celle de diverses structures notamment la FEFA, l'AGET, la CCI-Togo, le Ministère du Commerce, la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement HAUQE et quelques membres de la Direction Exécutive du Patronat. Au terme des échanges, les participants se sont appropriés les enjeux liés aux ODD et à la RSE avec leur prise en compte dans leurs activités et sauront explorer les diverses opportunités d'investissement.



## Blitta / lutte contre l'extrémisme violent

## Les membres des comités locaux renforcent leurs capacités

Blitta-gare, 2 déc. (ATOP) – Une délégation du bureau national du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) avec à sa tête, le Lt-Col. Labanté Nikabou a échangé, le vendredi 2 décembre, avec les membres de ses comités préfectoral et cantonaux de Blitta, sur leur rôle dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Cette rencontre est initiée par le CIPLEV, avec l'appui technique et financier de l'association TI-MONDO en collaboration avec l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Togo. Elle a pour objectif de permettre aux participants de consolider leur compréhension sur l'extrémisme violent, ses conséquences et la réalité de la menace afin de la prévenir. Les participants ont été outillés sur la notion de l'extrémisme violent, son évolution, les stratégies de recrutement des groupes extrémistes, l'état des lieux de la menace terroriste en Afrique de l'Ouest et au Togo, et ses conséquences. Les mesures prises par le Togo pour la prévention et



la lutte contre l'extrémisme violent et les méthodes de collecte des informations dans le cadre de l'alerte précoce leur ont été également rappelées. Le Lt-Col. Labanté a remercié le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour avoir mis en place les mécanismes souples pour prévenir et contrer l'extrémisme violent. Il a demandé aux membres de travailler ensemble avec

les agents de sécurité de leur milieu pour la réussite de leur mission. Le préfet de Blitta, Batossa Boukari a salué cette rencontre qui permettra aux membres de jouer pleinement leur rôle pour garantir la sécurité dans la préfecture et partant au Togo. Il a salué la mémoire des compatriotes soldats tombés au front pour la patrie.

Avec ATOP/SF/MEK

## Filière ananas

## Les résultats impactant du PROCAT

Lancé en janvier 2019, le Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité de la filière Ananas au Togo (PROCAT) après 4 ans de mise en œuvre est à sa fin au Togo.



● Kossi Dodji Apedo, coordonnateur du projet PROCAT partageant les résultats à la clôture du projet mercredi (image AGD/PS)

Selon la coordination du projet, le bilan est encourageant au regard des résultats tangibles obtenus. Le projet a permis l'amélioration de rendement de la production d'ananas au Togo. De 27 000 tonnes en début du projet, la filière table sur plus de 44 000 tonnes à ce jour, avec une forte production biologique estimée à plus de 76%. Il est noté une augmentation du volume du tonnage d'ananas transformé dans les agro-industries qui est passé de plus de 2 mille tonnes en 2018 à plus de 4 mille tonnes en 2022. Sur le volet exportation, au début du projet, les acteurs exportaient un volume un peu plus de 3 mille tonnes en 2018. Et

à ce jour, c'est plus de 6 mille tonnes, soit une augmentation de plus de 90% des produits à l'export. Les produits exportés sont entre autres : l'ananas frais, le jus d'ananas et l'ananas séché. Le projet a accompagné l'État togolais dans la création d'emplois avec 5348 emplois directs créés dont 1502 femmes. Sur le volet production, les revenus des producteurs se sont accrus à plus de 74%, soit un accroissement de plus de 900.000 F.CFA à l'hectare. "Il est aussi noté l'augmentation de près de 44% des chiffres d'affaires des entreprises transformatrices d'ananas, soit un accroissement de plus de 19 millions de francs CFA. Il est également noté

l'accroissement de plus de 28% du chiffre d'affaires des entreprises évoluant dans l'exportation des ananas frais et des autres produits dérivés", partage Kossi Dodji Apedo, coordonnateur du projet PROCAT.

## L'essentiel à retenir

Des progrès importants ont été notés dans la filière ananas au Togo. La mise en place du conseil interprofessionnel de la filière ananas au Togo est à l'actif du projet. Ce conseil regroupe les producteurs, transformateurs et exportateurs et constitue un cadre de discussion entre les différents acteurs de cette filière. De nouvelles techniques de production comme l'utilisation des bâches biodégradables, permettant d'augmenter les rendements au champ ont été introduites. Le développement des champs écoles de multiplication de rejets les rendant accessibles et à un prix abordable aux producteurs est à mettre à l'actif du PROCAT. Les acteurs ont pu aussi nouer des relations commerciales, que ce soit dans la sous-région où à l'international, grâce à leur participation à la plus grande foire de produits biologiques au monde en Allemagne. Le projet a également contribué à augmenter significativement le séchage des ananas grâce aux séchoirs automatisés et à intégrer l'agroécologie dans son processus, avec l'installation d'une grande unité de compostage. Cette unité permet aujourd'hui de ne plus jeter dans la nature, les déchets issus de la transformation d'ananas, mais de récupérer ces déchets et d'en faire de l'engrais biologique qui sera réutilisé pour la fertilisation des sols.

Avec agridigitale.net





100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

#5FAA

**Financial Afrik**  
*Toutes les finances africaines*

**AWARDS**

ÉDITION 2022

**Jeudi 8 décembre**  
**Hôtel 2 Février à Lomé (Togo)**

# L'Afrique dans la finance verte

L'objectif « zéro émission nette de carbone d'ici le milieu de ce siècle » ne relève plus d'une déclaration d'intention. Décision majeure issue de l'accord de Paris, cet accord induit des bouleversements considérables. La transition énergétique se traduit par la course vers les métaux critiques (Lithium, Cobalt), la digitalisation des processus et la conscience d'une approche 66+environnementale, sociale et de gouvernance contenue dans l'agenda des 17 ODD à l'horizon 2030.

Pour accompagner l'élan industriel et énergétique, la finance est entrain de verdir à travers des engagements de réduction de fonds destinés aux projets polluants, l'adoption de critères de sélection contraignant pour l'énergie fossile, l'éclosion des marchés carbone (il y'en a 64 dans le monde), des émissions d'obligations vertes et ESG qui reposent sur des mécanismes et une structuration globale que l'Afrique gagnerait à maîtriser.

Du Fonds vert pour le Climat constitué au lendemain de l'accord de Paris, avec un engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an au profit des programmes d'adaptation dans les pays les moins avancés, aux institutions financières agréées en Afrique, une nouvelle dynamique est en train de se mettre en place. Les pays africains gagneraient à comprendre la nouvelle philosophie de la finance mondiale et à s'adapter à ces acteurs nouveaux et anciens à la base des mutations observées. L'Afrique doit étudier les immenses opportunités offertes par la finance verte.

Ce sont là les objectifs de la cinquième édition des Financial Afrik Awards prévue le **8 décembre à Lomé**. Comme lors des éditions précédentes, celle de 2022 réunira les acteurs locaux et internationaux du monde des affaires, les décideurs politiques et privés, les économistes et les financiers, autour des enjeux et des perspectives de notre temps. Rendez-vous annuel initié depuis 2018, les Financial Afrik Awards rassembleront 300 personnes dans la capitale togolaise, pour débattre des perspectives africaines. La conférence sera clôturée par un dîner de gala lors duquel la traditionnelle liste des 100 personnalités qui transforment l'Afrique sera dévoilée ainsi que les lauréats des trophées des Financial Afrik Awards.